



SECRETARIAT

AS/Jur (2017) CB 09 Rév
15 décembre 2017

Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Carnet de bord de la réunion tenue à Paris le 12 décembre 2017

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Paris le 12 décembre 2017, sous la présidence de Mme Olena Sotnyk (Ukraine, ADLE), en ce qui concerne :

- **Renforcer la réglementation internationale interdisant le commerce des biens utilisés pour la torture et la peine de mort** (*Rapporteur : M. Vusal Huseynov, Azerbaïdjan, PPE/DC*) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de recommandation ;
- **Nomination de rapporteurs :**
 - **La situation des droits de l'homme dans les régions occupées de Géorgie** : a nommé M. Pierre-Alain Fridez (Suisse, SOC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
 - **Protéger les droits de l'homme pendant les transfèrements de détenus** : a nommé M. Emanuel Mallia (Malte, SOC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
 - **Procédures de règlement extrajudiciaire en matière de justice pénale: avantages et risques** : a nommé M. Boriss Cilevičs (Lettonie, SOC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
 - **Assurer un meilleur suivi des recommandations du CPT: renforcer le rôle de l'Assemblée parlementaire et des parlements nationaux** : a nommé M. Damir Arnaut (Bosnie-Herzégovine, PPE/DC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
 - **La déchéance de nationalité comme mesure de lutte contre le terrorisme : une approche compatible avec les droits de l'homme ?** : a nommé Mme Tineke Strik (Pays-Bas, SOC) en son absence, sous réserve qu'elle fasse une déclaration d'absence de conflit d'intérêts lors d'une prochaine réunion ;
 - **Les principes et garanties applicables aux avocats** : a nommé M. Georgii Logvynsky (Ukraine, PPE/DC) en son absence, sous réserve qu'il fasse une déclaration d'absence de conflit d'intérêts lors d'une prochaine réunion ;
 - **Droits de l'homme et entreprises: quelles suites donner à la Recommandation CM/Rec(2016)3 du Comité des Ministres?** : a nommé M. Vusal Huseynov (Azerbaïdjan, PPE/DC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
 - **Nécessité d'un ensemble de normes communes pour les institutions du médiateur en Europe** : a nommé Lord Richard Balfe (Royaume-Uni, CE) en son absence, sous réserve qu'il fasse une déclaration d'absence de conflit d'intérêts lors d'une prochaine réunion ;

- **Le rétablissement des droits de l'homme et de l'État de droit reste indispensable dans la région du Caucase du Nord** : a nommé M. Frank Schwabe (Allemagne, SOC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
- **Nouveaux défis en matière de lutte contre le crime organisé et le blanchiment de capitaux – la nécessité d'intensifier la coopération internationale** : a nommé M. Mart van de Ven (Pays-Bas, ADLE) en son absence, sous réserve qu'il fasse une déclaration d'absence de conflit d'intérêts lors d'une prochaine réunion ;
- **Lutter contre l'impunité par la prise de sanctions ciblées dans l'affaire Sergueï Magnitski et les situations analogues** : a nommé Lord Donald Anderson (Royaume-Uni, SOC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
- **Assurer la protection des défenseurs des droits de l'homme dans les Etats membres du Conseil de l'Europe** (re-nomination suite au départ de M. Yves Pozzo di Borgo (France, PPE/DC) de l'Assemblée) : a nommé M. Egidijus Vareikis (Lituanie, PPE/DC) en son absence, sous réserve qu'il fasse une déclaration d'absence de conflit d'intérêts lors d'une prochaine réunion ;
- **Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe** (Rapporteur : M. Yves Cruchten, Luxembourg, SOC) : a entendu une déclaration d'absence de conflit d'intérêts de M. Cruchten suite à sa nomination le 13 novembre 2017 en son absence ; a examiné une note d'information ; a autorisé une audition avec le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, la Présidente de la Conférence des OING et un représentant de la société civile russe pendant la partie de session de janvier 2018 et une visite d'information en Turquie (sous réserve de la disponibilité des fonds) ; a décidé de demander à la Commission de Venise un avis sur la compatibilité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales du projet de loi roumain 140/2017 modifiant la loi 26/2000 sur les associations et les fondations ; et a accepté de demander au Bureau une prolongation du renvoi jusqu'au 30 septembre 2018 ;
- **La nécessité de faire la lumière sur les circonstances du meurtre de Boris Nemtsov** (Rapporteur : M. Emanuelis Zingeris, Lituanie, PPE/DC) : a repris l'examen d'une note introductive et l'échange de vues sur les exposés faits par Mme Zhanna Nemtsova, fille de M Boris Nemtsov ; M. Vadim Prokhorov, représentant légal de Mme Zhanna Nemtsova et M. Vladimir Kara-Murza, Président de la Fondation Boris Nemtsov pour la liberté, lors de l'audition tenue le 11 octobre 2017 ; a accepté la demande du rapporteur d'effectuer une visite d'information en Fédération de Russie (sous réserve de la disponibilité de fonds), a décidé de demander à la Présidente de l'Assemblée d'écrire aux Présidents du Conseil de la Fédération et la Douma d'État de la Fédération de Russie afin de demander aux autorités russes de coopérer à l'organisation de cette visite et de revenir sur cette question lors de la prochaine réunion de la commission ;
- **Compatibilité de la charia avec la Convention européenne des droits de l'homme: des Etats parties à la Convention peuvent-ils être signataires de la «Déclaration du Caire»?** (Rapporteur : M. Antonio Gutiérrez, Espagne, SOC) : a tenu une audition avec la participation de Mme Mona Siddiqui, Présidente de l'étude indépendante sur l'application de la charia en Angleterre et au Pays de Galles, professeure d'études islamiques et interreligieuses à l'Université d'Édimbourg, Royaume-Uni, et a accepté la demande du rapporteur de demander au Bureau une prolongation du renvoi jusqu'au 30 juin 2018 ;
- **Pour une Convention européenne sur la profession d'avocat** (Rapporteuse : Mme Sabien Lahaye-Battheu, Belgique, ADLE) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de recommandation ;
- **Nomination du rapporteur général pour l'abolition de la peine de mort** : a renouvelé le mandat de M. Yves Cruchten (Luxembourg, SOC) pour une année supplémentaire ;
- **Participation des membres à des conférences, réunions, séminaires, etc.** : a entendu un rapport de M. Sergiy Vlasenko (Ukraine, PPE/DC) de la 78^{ème} réunion plénière du Groupe d'Etats contre la Corruption (GRECO) tenue à Strasbourg les 4-8 décembre 2017 et un rapport de M. Philippe Mahoux (Belgique, SOC) de la 113^{ème} session plénière de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) tenue à Venise les 8-9 décembre 2017 ;

– **Questions diverses :**

- **Le crash de l'avion polonais TU-154 transportant la délégation polonaise, le 10 avril 2010 sur le territoire de la Fédération de Russie** (Rapporteur : M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC) : a accepté la demande du rapporteur de demander au Bureau une prolongation du renvoi jusqu'au 31 juillet 2018 et a décidé de demander à la Présidente de l'Assemblée d'écrire aux Présidents du Conseil de la Fédération et la Douma d'État de la Fédération de Russie afin de demander aux autorités russes de coopérer à l'organisation d'une visite d'information en Fédération de Russie ;

- **Affaire Ilgar Mammadov** : suite à l'engagement par le Comité des Ministres d'une procédure d'infraction contre l'Azerbaïdjan en raison de son refus persistant de libérer inconditionnellement M. Mammadov à la suite de l'arrêt rendu en 2014 par la Cour européenne des droits de l'homme ; a décidé d'inviter le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à un échange de vues sur la question avec la commission lors de sa réunion pendant la partie de session de janvier 2018 ;

- **Correspondance concernant la situation en Turquie** : a accepté la proposition de la Présidente d'informer la Commission de suivi et, le cas échéant, la Cour européenne des droits de l'homme et le Président de la délégation turque du fait qu'elle a reçu de nombreuses lettres concernant des mesures prises en vertu de l'état d'urgence en Turquie ;

- **Institutions du médiateur en Europe** (Rapporteur : Lord Richard Balfe, Royaume-Uni, CE) : en l'absence du rapporteur, a accepté de tenir un échange de vues avec un représentant de la Commission de Venise lors d'une prochaine réunion (sous réserve de la disponibilité des fonds) ;

- **Sous-commissions** : a accepté la proposition de la délégation du Royaume-Uni de nommer Mme Hannah Bardel (NI) suppléante de M. Virendra Sharma (SOC) dans la sous-commission des droits de l'homme;

– **Prochaines réunions** : a pris note des prochaines réunions :

Commission plénière :

- Strasbourg, pendant la 1^{ère} partie de session de l'Assemblée de 2018 (22-26 janvier 2018)
- Paris, 14 mars 2018 (Bureau du Conseil de l'Europe)
- Strasbourg, pendant la 2^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2018 (23-27 avril 2018)
- Date et lieu en mai 2018 à confirmer (sous réserve de l'approbation par le Bureau et de la disponibilité des fonds)
- Strasbourg, pendant la 3^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2018 (25-29 juin 2018)
- Paris, 10 septembre 2018 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)
- Strasbourg, pendant la 4^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2018 (8-12 octobre 2018)
- Paris, 12 novembre 2018 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)
- Paris, 11 décembre 2018 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)

Günter Schirmer, David Milner, Agnieszka Szklanna, Isild Heurtin

La sous-commission des droits de l'homme (de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme), réunie à Paris le 12 décembre 2017 à 14h, sous la présidence de M. Virendra Sharma (Royaume-Uni, SOC), en ce qui concerne :

– **Election du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe par l'Assemblée parlementaire [huis clos]** : a tenu une audition avec les trois candidats présélectionnés pour le poste de Commissaire aux droits de l'homme et a accepté de notifier son avis au Bureau de l'Assemblée ;

– **Prochaine réunion** : pendant la partie de session de janvier, date à confirmer.

Günter Schirmer, David Milner

Copie aux :

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire

Directeur Général, Directeur et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire

Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée

Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie

Secrétaire Général du Congrès

Secrétaire du Comité des Ministres

Directeurs Généraux

Directrice du Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Directrice du Bureau du Commissaire aux droits de l'homme

Directeur de la Communication

Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe